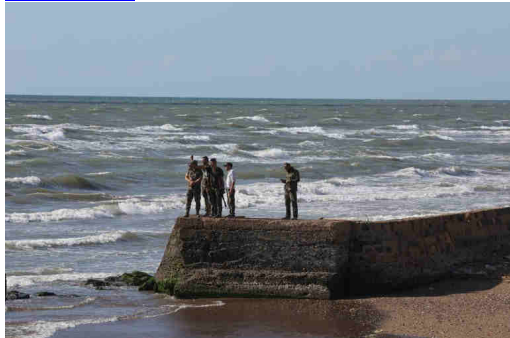


20260312 InfoMigrants

<https://www.infomigrants.net/fr/post/70327/sete--un-traffic-de-faux-marins-entre-la-libye-la-syrie-et-la-france-demantele>

Actualités



Des militaires se tiennent près du bord de la mer après le naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes syriennes, le 23 septembre 2022. Crédit : Reuters

Sète : un trafic de "faux marins" entre la Libye, la Syrie et la France démantelé

Par [La rédaction](#)

C'est un mode de traversée de la Méditerranée inédit : un réseau de trafiquants a amené une vingtaine d'exilés en France et en Allemagne en les faisant passer pour l'équipage d'un navire transportant du bétail. L'un des membres de ce réseau qui faisait payer plusieurs milliers d'euros à chaque candidat à l'exil est un Syrien basé à Sète, en attente de son jugement, selon le Midi Libre.

Faire passer des personnes exilées pour des marins, puis les embarquer dans une bétailière - navire dédié au transport des animaux - afin de les faire entrer en France. Telle a été la stratégie mise en place par un réseau de trafic d'êtres humains entre la Libye, la Syrie et le port de Sète, dans l'Hérault, raconte le [Midi Libre](#) qui a dévoilé cette affaire.

Pour avoir l'air de membres de l'équipage, les exilés revêtaient des tenues bleues de marin, emportant avec eux de faux livrets d'embarquement - sorte de carte d'identité professionnelle dans la marine. Une vingtaine d'exilés seraient ainsi arrivés en France, en deux ans, principalement depuis les côtes syriennes et libyennes, mais aussi d'Algérie. Prix à payer pour ce mode de traversée inédit : jusqu'à 22 000 euros.

A lire aussi

[Espagne : démantèlement d'un important réseau de passeurs entre l'Algérie et l'Union européenne](#)

Le réseau de trafiquants a été démantelé en septembre dernier par l'Oltim (Office de lutte contre le trafic de migrants), indique le quotidien régional. Si l'affaire a été mise en lumière dans la presse régionale cette semaine, c'est que l'un des membres de ce réseau, un Syrien installé à Sète depuis une dizaine d'années, est passé devant la cour d'appel de Montpellier mardi 10 mars. Incarcéré depuis sept mois en attendant son procès, il a demandé ce jour-là au tribunal sa libération.

L'homme menait à Montpellier une activité de carrossier. À Sète, il gérait le débarquement et l'entrée des exilés sur le territoire français. Il aurait lui-même financé certains passages afin que les exilés viennent "travailler dans son garage", rapporte le Midi Libre. Le parquet général s'oppose à sa remise en liberté, qui doit être décidée le 17 mars.

"Il y a des gens au-dessus de lui qui n'ont pas été interpellés"

Ce Syrien, sous statut de réfugié politique, affirme avoir voulu "aider sa famille financièrement" avec ce trafic. Parmi les transactions financières réalisées grâce à ce business et citées par le Midi Libre : l'achat d'un chalet à 25 000 dollars en Syrie, deux appartements et des locaux commerciaux dont un salon de coiffure pour son fils en Syrie. Son avocat a, pour sa part, mis en avant le fait qu'"il y a des gens au-dessus de lui qui n'ont pas été interpellés".

Certaines interpellations d'autres membres du réseau ont eu lieu à Mulhouse, dans la mesure où certaines personnes migrantes débarquées à Sète ont ensuite poursuivi leur chemin jusqu'en Allemagne via la filière. En plus du passage d'exilés - surnommés "les oiseaux" dans les échanges entre trafiquants, d'après les écoutes menées par les enquêteurs - cette filière serait aussi impliquée dans du trafic de stupéfiants. Et ce, via un terrain situé à Vic-la-Gardiole (Hérault), dont le Syrien qui a comparu au tribunal de Montpellier était copropriétaire. L'homme dément, à ce jour, toute implication dans le trafic de drogues.

En attendant les procès des membres du réseau, le cargo sur lequel se déroulait ce trafic de "faux marins", baptisé l'Anakin et battant pavillon togolais, a été inscrit sur la liste noire de l'Europe. Cela signifie qu'il n'a plus le droit d'accoster dans un port européen.

Démantèlement d'une des filières "les plus actives" sur la route des Balkans

Cette semaine également, un réseau bien plus vaste de passeurs qui acheminait des personnes migrantes depuis la [Turquie](#) en [Allemagne](#) via la route des Balkans a été démantelé lors d'une opération menée au niveau européen. Dans un communiqué, le ministre de l'Intérieur autrichien s'est félicité d'avoir "porté un coup dur à l'une des organisations de trafic d'êtres humains les plus actives sur la route des Balkans du Sud-Est".

A lire aussi

[Route des Balkans : démantèlement d'un important réseau de passeurs entre la Turquie et l'Europe](#)

Ce coup de filet a permis d'interpeller plus de 130 personnes depuis 2023. Parmi les autres personnes arrêtées figurent des hommes et des femmes, principalement âgés de 18 à 35 ans, originaires de Moldavie, de Roumanie, de Géorgie et d'Ukraine, souvent recrutés via les réseaux sociaux, a précisé la police, mardi 10 mars, dans un communiqué.

Selon les autorités, plus de 100 000 personnes auraient ainsi été acheminées clandestinement via l'Europe du Sud-Est et l'Autriche entre l'automne 2023 et mai 2025. Ce trafic aurait généré plus d'un milliard d'euros de chiffre d'affaires.